



**HAL**  
open science

# La construction collective d'un arrangement écoproductif local fondé sur les plantes médicinales et les savoirs populaires, Bahia, Brésil

Aparecida Padilha Magalhaes-Fraga

## ► To cite this version:

Aparecida Padilha Magalhaes-Fraga. La construction collective d'un arrangement écoproductif local fondé sur les plantes médicinales et les savoirs populaires, Bahia, Brésil. Pratiques sociales et apprentissages, Jun 2017, Saint-Denis, France. hal-01666752

**HAL Id: hal-01666752**

**<https://sorbonne-paris-nord.hal.science/hal-01666752>**

Submitted on 18 Dec 2017

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# **La construction collective d'un arrangement écoproductif local fondé sur les plantes médicinales et les savoirs populaires, Bahia, Brésil**

Sandra Aparecida Padilha MAGALHAES-FRAGA

Traduction Christiane Gilon

*Noyau de Gestion de la Biodiversité et Santé (NGBS) /Institut de Technologie Pharmaceutique (Farmanguinhos) - Fondation Oswaldo Cruz (Fiocruz) - Rio de Janeiro*

Dès le début de sa trajectoire sur la terre, l'humanité a utilisé les plantes pour assurer la santé. Les connaissances traditionnelles, accumulées de façon millénaire, transmises de génération en génération, nées de la simple nécessité de survivre et de l'expérimentation de la diversité naturelle, se sont perdues au cours des siècles. En même temps, avec l'avènement de la communication, une partie de ces informations s'est répandue dans différents domaines et parmi des peuples divers, permettant l'échange et la diffusion de connaissances modifiées, transformant le savoir populaire acquis. Au Brésil, l'utilisation et la connaissance des plantes médicinales, très riches avant la colonisation portugaise en raison de la diversité ethnique et biologique de ce vaste pays, ont subi d'énormes pertes avec l'extermination et l'acculturation des différents peuples, ainsi que la dévastation des milieux naturels. Et malheureusement, malgré la reconnaissance de l'importance de la protection et de l'enregistrement de ces connaissances, des pertes continuent de se produire aujourd'hui. L'importance de l'enregistrement des connaissances par l'écriture et non plus par transmission orale, est apparue au début de la colonisation, principalement à travers l'action des jésuites, responsables en grande partie de l'acculturation de nombreux peuples autochtones. On trouve un grand nombre de ces documents dans les bibliothèques brésiliennes et les monastères, hors de portée de la majorité de la population, et notamment des descendants des générations d'indigènes détenteurs de ces connaissances. À l'heure actuelle, la préoccupation de l'enregistrement des connaissances traditionnelles et populaires, va au-delà du souci d'éviter la perte de cette propriété intangible pour toute l'humanité, et cherche à protéger les détenteurs de ces connaissances des détournements et de la biopiraterie. Cependant, au Brésil, des obstacles se sont dressés entravant le développement et la commercialisation des produits de la sociobiodiversité. C'est pourquoi de nombreux mouvements sociaux et diverses organisations de la société civile soutiennent la systématisation et l'enregistrement des connaissances des communautés afin qu'elles s'approprient ce qu'elles ont construit. Un bel exemple de reconnaissance et valorisation du savoir populaire, est la publication de la Pharmacopée du Cerrado, par « l'articulation Pacari »: il s'agit d'une systématisation de la connaissance des guérisseurs, herboristes, et sages-femmes, qui sont les maîtres du savoir, les auteurs et les protagonistes de cette immense richesse.

Sur le plan législatif, Juliana Santilli, le défenseur brésilien du développement de la socioécologie, de l'agro-biodiversité et des droits des communautés traditionnelles et paysannes, a dénoncé le fait que le projet de loi novateur de la sénatrice Marina Silva se soit transformé en une simple « mesure provisoire ». Cette dernière voulait une loi et pour rendre opératoire la protection du patrimoine génétique, elle souhaitait la création d'une entité formée de représentants des différents segments sociaux. Or la loi dite de la biodiversité (2001), avec la « mesure provisoire » n° 2186-16 / 2001, « régule de façon séparée l'accès et l'utilisation des ressources biologiques et génétiques et des savoirs traditionnels associés, elle établit l'appropriation et la protection des savoirs traditionnels au Brésil... en créant des instruments et des exigences légales distinctes par environnement ». Pour permettre la mise en œuvre de la politique d'accès aux ressources génétiques et aux connaissances traditionnelles associées, cette loi a également créé un Conseil de Gestion du patrimoine génétique, mais qui s'avère un organe du gouvernement, sans représentation de la société civile. La manière de procéder autoritaire du gouvernement brésilien, a bloqué toutes les recherches sur le terrain, en particulier celles concernant les médicaments de la biodiversité brésilienne, ce qui fragilise encore davantage la R & D, sans apporter non plus d'avantages directs aux détenteurs des connaissances. Après 14 ans, une nouvelle loi sur la biodiversité, la loi 13123/2015, est entrée en vigueur et depuis le 17/11/2015, et maintenant la recherche sur le patrimoine génétique brésilien, ainsi que le développement de produits de la biodiversité, n'ont plus besoin d'une autorisation préalable. Un simple dossier d'accès aux activités du patrimoine génétique suffit. Il s'agit d'une inscription dans un registre électronique appelé le Système National de Gestion du Patrimoine Génétique - SISGen-, en cours d'élaboration par le ministère de l'Environnement - MMA (MMA 2017). Cependant deux années se sont écoulées et l'enregistrement électronique ne fonctionne toujours pas, laissant dans l'incertitude juridique tant les chercheurs que les industriels et les détenteurs de connaissances traditionnelles. Cette nouvelle loi de 2015 est perçue par certains comme un retour en arrière, un véritable « affront » aux droits des détenteurs de connaissances traditionnelles par rapport aux normes établies par la Convention sur la diversité biologique, prévoyant un partage des bénéfices juste et équitable. Mais en même temps, le nouveau paradigme de l'agroécologie s'est développé. La valorisation du savoir populaire a sa place dans le paradigme de l'agroécologie. Par sa relation étroite avec la nouvelle philosophie de la science, l'agroécologie s'est construite contre la vision néopositiviste techniciste, fondée sur l'affirmation d'une supériorité de la science vis-à-vis des autres types de connaissances. L'agroécologie s'est développée en opposition avec la recherche de développement à tout prix. Elle s'est consolidée par une vision critique de la science, en s'interfaçant avec les stratégies de développement rural soutenable, en recherchant le développement endogène et en posant la nécessité de la participation populaire à la réflexion critique pour la transformation de la réalité. L'agroécologie a noué un dialogue avec la pensée pédagogique représentée par le courant de l'éducation libératrice au Brésil et en Amérique latine (STAMATO, 2017).

Ainsi, l'agroécologie va bien au-delà des questions de procédés techniques ou de production, c'est en fait un processus innovateur où le paradigme de simplification est remplacé par le paradigme de la complexité qui considère les théories scientifiques comme « biodégradables », se détériorant à l'instar des autres organismes vivants (Morin, 2008). Orlando Fals Borda, a créé une méthode de recherche initialement inspirée par la sociologie, et qui est finalement devenue une action éducative, la Research Participatory Action (IAP). L'IAP est largement utilisée en agroécologie car elle postule la participation des acteurs en tant que sujets dans un processus dialectique continu, faisant de la recherche une création permanente. Dans ce paradigme, on considère que la conscience est la « praxis », la connaissance est réflexive/auto réflexive, générant une conscience chez les sujets et en même temps, les pratiques et les réflexions étant collectives, une conscience collective capable de rendre la participation active et critique. Cette participation ne peut être contrôlée, elle se transforme en une « rupture de la relation de dépendance, d'exploitation, d'oppression, une rupture de la soumission à tous les niveaux, individuellement et collectivement : on passe d'une relation sujet / objet à une relation symétrique ou d'équivalence » (Fals Borda, 1987). Cette idée est très proche de la Pédagogie de la Libération, où l'auteur considère qu'« il n'y a plus de connaissance supérieure ou de connaissance mineure mais des connaissances différentes » (FREIRE, 2008). L'IAP reconnaît et favorise les connaissances acquises dans les collectifs sociaux ; cette méthode de recherche organise, systématise et valide les connaissances traditionnelles, en déconstruisant collectivement les préjugés et en promouvant l'innovation pour intervenir et changer la réalité. L'agroécologie s'inscrivant dans le champ de la science de la complexité, cette approche promeut les expériences et les fait sortir de l'invisibilité, renforçant les collectifs dans leurs recherches quotidiennes pour la transformation de la société.

L'objectif ici est de discuter de la façon dont les connaissances populaires entrent en dialogue avec les connaissances scientifiques, à travers un modèle anti-hégémonique de recherche où l'organisation des agriculteurs dans des Arrangements Écoproductifs Locaux (AEPLs) est déployée de manière participative, avec des moments de réflexion critique à chaque étape, en collectif, de manière à permettre la transformation de la réalité, l'autonomie et la capacité d'action des acteurs dans la construction constante de leur identité, du commun et ceci sur un territoire

## **La méthode**

### ***Les parties prenantes de cette recherche-action participative***

Le NGBS (noyau de gestion de la biodiversité et santé) est rattaché à l'Institut de technologie pharmaceutique, au sein de la Fondation Oswaldo Cruz (la FIOCRUZ) dont le siège est à Rio de Janeiro.

Le NGBS travaille sur l'innovation dans les médicaments de la biodiversité. En 2006, il a créé un réseau de réseaux, le RedesFito, qui soutient les arrangements éco-productifs locaux, comme moyen de développement des territoires. *"Le système (le Redesfito) rassemble les réseaux des principaux biomes brésiliens, formés de membres des secteurs universitaire, technologique, commercial, agricole et tertiaire. À l'heure actuelle, le RedesFito se réorganise en identifiant au Brésil, tous les arrangements écoproductifs locaux (AEPLs), engagés dans des projets structurants pour l'innovation dans les médicaments de la biodiversité. Le Redesfito ou SNRF (cad le système national des réseaux Fito) considère que c'est dans les AEPLs qu'on trouve la synapse des connaissances, liées non seulement aux plantes, mais à la biodiversité et la sociobiodiversité, considérant l'homme dans la nature et la façon dont il lie à l'espace, en prenant en compte les caractéristiques particulières de chaque biome »* (RedesFito, 2017). La recherche que nous présentons ici fait partie du projet « Santé Populaire et agroécologie », l'un des arrangements éco-productifs locaux du RedesFito qui a résulté d'un processus initié en 2012, à l'invitation de Luiz de Queiroz, de l'École d'agriculture, Université de São Paulo (ESALQ / USP), demandant à la Fiocruz d'intégrer le programme en insérant des plantes médicinales dans des systèmes d'agroforesterie, et en assurant un suivi des conditions de santé dans des localités favorisant l'intégration dans le système de santé unifié (SUS). Ce projet est une conquête du Mouvement des travailleurs ruraux Sans Terre (le MST), fruit de sa lutte dans un territoire caractérisé par des conflits ruraux, environnementaux et sociaux intenses. Le mouvement MST est reconnu au Brésil pour sa capacité d'organisation, sa force et ses réalisations. Il est né en 1984, et en 33 ans, il a accueilli 350.000 familles, organisé 1.900 associations, créé 96 agro-industries et 100 coopératives.

*« Ces dernières années, le mouvement des Sans Terre a approfondi le débat autour de la question agraire. La lutte pour la réforme agraire y a gagné un nouvel adjectif : populaire. Populaire, parce que le Mouvement des Sans terre s'est rendu compte que la réforme agraire n'est pas seulement un problème et une nécessité pour les Sans Terre, pour le MST ou la vie à la campagne. C'est une nécessité pour toute la société brésilienne, en particulier les 80 % de la population qui vit de son propre travail et qui a besoin d'un nouveau modèle d'organisation de l'économie, avec des revenus et un emploi pour tous. Les Sans Terre ont présenté leur nouveau programme agraire à toute la société, avec la matrice agroécologique comme fondement de la production agricole. Ainsi, le MST débat avec sa base et ses alliés d'un nouveau programme de réforme agraire. Une réforme agraire qui doit commencer par la démocratisation de la propriété foncière, et qui organise différemment la production, en donnant la priorité à la production d'aliments sains pour le marché intérieur, combinée à un modèle économique qui distribue les revenus à tous et respecte l'environnement. Nous voulons une réforme agraire qui fixe les populations dans le milieu rural, qui développe des agro-industries, lutte contre l'exode rural et qui garantisse des conditions de vie à la population. Avec de l'éducation à tous les niveaux, un logement décent et l'emploi pour les jeunes »* (MST, 2017).

L'école populaire d'agroécologie et d'agroforesterie Egidio Brunetto (EPAAEB), est le centre et la base de la formation populaire du MST. « *Le projet politico-pédagogique de l'école, basée sur l'agroécologie, qui se distingue de l'agriculture conventionnelle, a défini que la lutte politique exige une éducation avec intentionnalité et développement de la critique face aux contradictions et aux conflits sociaux caractérisant la lutte des classes. Le choix de l'agroécologie n'est ni neutre ni optionnel, et il en va de même pour le choix de la pédagogie freirienne, puisqu'elle tient compte du fait que chaque mode de production produit aussi son espace.* "(EPAAEB, 2017).

### **Les communautés et le territoire concerné**

Les neuf communautés agricoles impliquées dans cette recherche-action participative sont toutes situées à l'extrême sud de Bahia, une région considérée comme le berceau du territoire national brésilien, appartenant au biome de Mata Atlântica, situé dans le nord-est du Brésil. À l'heure actuelle, la culture d'eucalyptus y est considérée comme l'activité économique la plus dynamique, ce qui implique d'importants changements socioproductifs, bien que les activités traditionnelles telles que l'élevage, l'agriculture de subsistance et la pêche conservent encore une certaine importance dans la structure productive de l'économie régionale. Les transformations de l'utilisation des terres ont modifié le paysage, et permis à la région de s'intégrer dans les dynamiques économiques nationales et internationales. On constate que les activités économiques actuelles sont incapables de promouvoir un développement social équitable pour la population de l'extrême sud de Bahia (INSTITUTO OBSERVATORIO SOCIAL - IOS, 2005). La nouvelle organisation spatiale a entraîné l'apparition de nouvelles formes de travail. La pauvreté des municipalités est patente. Dans la région, la culture d'eucalyptus atteint un niveau de productivité cinq fois plus élevé que dans d'autres régions du pays. La zone de plantation d'eucalyptus couvre environ cinq cent mille hectares, générant une extrême concentration des terres, la diminution du nombre d'emplois, la transformation du travail familial en travail entrepreneurial, provoquant un exode rural intense et une complète réorganisation socio-économique. En conséquence, les populations ont été poussées à rechercher des emplois et de nouvelles opportunités dans les villes, la population urbaine a augmenté, ce qui a provoqué une croissance incontrôlée des zones urbaines, créant au passage de nouveaux paysages locaux (ALMEIDA, 2008). La recherche a été menée avec les neuf communautés suivantes : sept sont des pré-installations rurales obtenues par le MST. Elles se nomment « Beau Matin », « José Martí », « Antônio Araújo », « Jaci Rocha », « Les Héritiers de la Terre », « Rouge Avril » et « San Juan ». Il y a aussi deux communautés qui ne font pas partie du MST : la communauté « Ribeirão » (un quilombo, c'est-à-dire une communauté de descendants d'esclaves africains évadés des plantations), et une seconde communauté indépendante nommée « L'atterrissage Joyeux ».

Ces communautés sont situées dans les municipalités de Alcobaça, Prado et Teixeira de Freitas, des villes se caractérisant par un faible indice de développement humain (IDH), des économies orientées vers l'élevage, la monoculture d'eucalyptus, des problèmes de chômage et de violence. La surveillance des conditions de santé y a mis en évidence une forte proportion de décès en milieu rural sans assistance médicale, démontrant clairement le manque d'inclusion de ces communautés dans les politiques de santé publique.

### ***La méthode de participation populaire et de construction collective d'actions***

Le projet a été construit à partir de 2012, et depuis sa première version (2014), il a changé plusieurs fois, lors des moments d'évaluation et grâce aux forums de réflexion critique.

1. Au départ, des séminaires de construction du projet ont eu lieu à l'École Populaire, d'abord avec les équipes du MST, de l'école populaire d'agroécologie EPAAEB, et de l'école d'agriculture de l'université de Sao Paulo ESALQ. Puis le projet a été systématiquement discuté lors d'assemblées directes au sein des communautés. Au cours de la première année, un conseil de gestion du projet a été créé, pour l'évaluation et la prise de décisions, où la représentation de toutes les personnes impliquées a été renforcée. Après un an de développement d'ateliers de formation, et de cercles de dialogue, un séminaire de réorientation du projet a décidé de focaliser les actions dans deux domaines : « la pharmacie d'arrière-cour » et « le Système Unifié de Soins RURAL ».



2. Afin de permettre la construction collective, un mobilisateur a été élu dans chacune des neuf communautés. Son profil ? C'est un-e résident-e qui connaît les gens, est impliqué dans les questions sociales, sait communiquer et coordonner, toutes compétences le qualifiant pour

faire le lien entre l'équipe de recherche et les communautés. Le groupe de neuf mobilisateurs est passé par un processus de formation de base sur l'enquête ethnobotanique, les connaissances et utilisations traditionnelles, populaires et scientifiques des plantes médicinales, l'identification botanique et le géoréférencement ; la collecte, le séchage et l'assemblage des échantillons secs, la propagation, la culture et la gestion des plantes médicinales, les systèmes agroforestiers et les vergers. Dans la même période, en parallèle, les membres de l'équipe de recherche ont suivi un processus de capacitation sur le profil de la communauté où ils allaient travailler, l'histoire de la formation de cette communauté, ses dirigeants clés, ses angoisses et ses difficultés. Ce processus de formation dynamique avec échanges mutuels entre les deux groupes, a fonctionné avec une alternance de moments informels et formels, des réunions, des discussions, des cours théoriques et pratiques, au sein de l'école populaire, et dans chacune des communautés. Ci-dessous, on assiste à divers moments de constitution de la collection des plantes médicinales de chaque communauté.



3. Dans chacune des neuf communautés, les personnes dont on pensait pouvoir apprendre sur les plantes de la communauté ont été interviewées. Chaque personne interviewée était chargée d'indiquer d'autres personnes répondant à ce critère, et ainsi de suite, en suivant la méthode de l'échantillonnage par boule de neige. Les mobilisateurs ont également été interviewés dans le cadre de leur processus continu de capacitation et de création/gestion de données.

Au cours de l'entretien, des questionnaires semi-structurés ont été utilisés afin d'obtenir les renseignements suivants auprès des interviewés : quelles sont leur municipalité et leur communauté, quel est le territoire attribué ou pré-attribué dans lequel ils résident ; leurs nom,



sexe, âge, état civil ; naturalité (c'est-à-dire leur place dans la gestion des espaces naturels) ; leur participation au MST ; le dernier endroit où ces personnes ont vécu avant l'arriver dans le territoire ; leur ancienneté de résidence dans la région ; leur nombre d'enfants ; le sexe et l'âge des enfants ; le niveau scolaire et la profession de l'interviewé ; le revenu familial ; l'utilisation de plantes pour traiter les maladies ; avec qui l'interviewé a appris l'utilisation des plantes médicinales ; si la personne interviewée connaît d'autres membres de la communauté qui pourraient indiquer des plantes et usages de plantes, et si c'est le cas, où trouver les gens qui se procurent des plantes ? Des entretiens ont ainsi été menés avec 20 personnes de chacune des 9 communautés. Après les entretiens auprès de ces 180 personnes et la collecte des plantes qu'elles ont indiquées, 600 ethno-espèces de plantes ont été collectées, et 3000 usages médicaux ont pu être recensés.

4. Ensuite, afin d'intégrer toutes les personnes interrogées, stimuler entre elles le partage des savoirs, et renforcer leur importance dans leurs communautés respectives, des rencontres ont été organisées où la dynamique de cercles successifs de parole, a permis le choix et la défense des usages de 30 plantes parmi celles précédemment sélectionnées (les plantes les plus citées et les moins citées). Trente espèces ont donc été sélectionnées par chaque communauté, et validées pour composer leur jardin communautaire et leurs pharmacies d'arrière-cour.



Ce fût un moment de fraternisation, chaque défense d'une plante et de son utilisation est devenue source de fierté pour chaque interviewé, désormais reconnu dans sa communauté comme un-e sage.

« Les maîtres de la connaissance sont des personnes dont les expériences de vie, les connaissances et l'habileté à manipuler leur savoir, sont reconnues comme valides par les membres de leur communauté. Ils sont les sujets dont les histoires de vie et les récits sont mémorisés et s'ancrent dans une ancestralité qui nous permet d'en savoir plus sur chacun de nous, ce qui nous permet de tisser des identités multiples tout au long de notre vie. (NUNES NETO, 2016). Ainsi, ces maîtres de la connaissance de chacune des neuf communautés ont-ils été reconnus en tant que « sages gardien-ne-s de la connaissance des plantes médicinales », comme on le voit ci dessous.

5. La Réunion de Validation des Connaissances Populaires des Plantes Médicinales, tenue à l'École Populaire, a représenté le point culminant du projet. Le but était de réunir les 180 sages, les 9 mobilisateurs, les 9 communautés et les partenaires, pour un moment de légitimation de la connaissance repérée, discutée et construite par le collectif lui-même. C'était aussi un moment de fraternité humaine qui a réuni environ 500 personnes, pour célébrer le choix fait par les communautés, connaître et reconnaître les sages gardiens des savoirs et leur importance. Ce fût une grande fête où les communautés pouvaient échanger leurs connaissances, leurs émotions et renforcer leurs liens, comme on le voit ci-après, sur cette photo de l'école populaire (EPAAEB, Prado, BA, 09/09/2016).



## Les résultats

### *Les acquis*

À cette étape, l'un des principaux résultats consiste en un renforcement des liens intra et intercommunautaires et la toute nouvelle visibilité des sages gardien.ne.s de la connaissance. Le processus de validation des plantes et de leurs usages a mis en lumière l'énorme richesse invisible de chaque communauté, et donné aux familles la fierté de voir leurs membres recevoir le certificat de « sages gardien.ne.s de la connaissance des plantes médicinales ». Les réunions nécessaires au déploiement de la recherche-action ont facilité une plus grande interaction entre les familles au sein des communautés et entre les différentes communautés. Chacun a pu se rendre compte de tout ce que les communautés possèdent en commun, ce qui a renforcé leur sentiment d'appartenance, la conscience du caractère unique du collectif, en maintenant ses différences et en stimulant ses forces. Après le grand rassemblement de validation de 2016, il est par ailleurs devenu bien plus clair pour tous les participants à la recherche-action que le dialogue proposé entre différentes connaissances peut être construit collectivement, et surtout combien leurs connaissances sont à la source et à la base de l'ensemble du projet, une étape primordiale sans lequel aucune des autres étapes ne peut se produire. Le succès de la coformation des mobilisateurs et des chercheurs dans des espaces non formels, bâtissant dans la pratique tout le cadre de l'information, les dossiers, et surtout, la reconnaissance du territoire et de l'intégration des différents acteurs locaux, nous fait croire en la puissance de la pédagogie de l'alternance et de la recherche-action participative (IAP). La réponse au besoin très clair de capillarité d'un processus initialement concentré entre les mains de leaders (les leaders de la recherche, les leaders des communautés et ceux des mouvements sociaux) a été permise par l'intégration des mobilisateurs et des personnes interviewées, donnant au projet une plus grande portée et débouchant au final sur la participation effective des familles. Cette capillarité n'advient que par la réflexion critique qui a toujours été présente au fil du temps, à travers des cercles de dialogues, des séminaires d'évaluation et d'autres instruments participatifs. Le travail des mobilisateurs, au début dédié aux personnes interviewées et donc mal compris par les communautés, est apparu a posteriori avec force comme le facteur de facilitation de l'organisation de la connaissance de chaque communauté. Reconnaisant l'importance de ces acteurs, les communautés iront de l'avant avec plus de soutien et de participation des familles aux étapes ultérieures du projet, essentielles au renforcement de l'arrangement écoproductif local.

La sortie de l'invisibilité des communautés sur leur territoire, notamment en ce qui concerne le système de santé (le Système Unifié de Soins local) est un autre excellent résultat rendu possible par la formation continue des acteurs, l'intégration promue par le projet, et la force de la militance des membres du MST. Dans le cadre de cette recherche-action, des partenariats en série avec des organismes gouvernementaux ont été lancés, permettant l'accès à certaines poli-

tiques publiques, ainsi que des actions conjointes avec les secrétariats municipaux de la santé, les universités locales, les instituts de recherche, etc.

La valorisation et la validation des connaissances populaires des neuf communautés, sont enregistrées dans un document, dans le but non seulement de diffuser ce genre d'expérience, mais aussi de fournir un outil, qui, avec le livre écrit par les 180 sages gardien-ne-s, protégera les communautés d'une mauvaise utilisation de cette richesse, et pourra être utilisé dans le cadre de futur partage des bénéfices (<http://redesfito.far.fiocruz.br/index.php/servicos/multi-media/406-projeto-saude-popular-e-agroecologia>).

Cette expérience me permet de souligner l'importance du rôle de la formation dans la création d'un collectif s'orientant vers le travail du commun, dès lors que des environnements parallèles de réflexion et de reconstruction critique sont mis en place. Dans les communautés socialement vulnérables, pour l'identité du collectif comme pour la reconnaissance de ce collectif en tant qu'institution, des actions de formation, d'autonomisation et d'organisation sont nécessaires.

### ***Limites et problèmes dans cet arrangement éco-productif local***

Les sept communautés du MST impliquées dans notre recherche-action avaient déjà développé leur propre système de formation en lien avec le militantisme, une formation institutionnalisée par la création de leur école populaire qui agit en tant que diffuseur de connaissances, se renforçant et se perfectionnant sans cesse. Mais d'un autre côté, ces sept communautés avaient des difficultés spécifiques, elles étaient quotidiennement confrontées à la lutte pour la survie du mouvement MST. Dans les 7 pré-installations du MST, les familles avaient au départ vécu sur des petits terrains voisins concentrés autour d'un noyau, ce qui d'un côté facilite l'organisation, la sécurité, la mobilisation, la communication, la logistique, etc. Et d'un autre côté, bien sûr, ils vivaient dans des conditions précaires, sans sanitaires, sans espace propre de production, dans des logements de fortune. À partir de 2016, la division des terres en lots de 10 hectares a commencé, accompagnée d'une procédure d'attribution définitive très attendue, car elle permet d'aboutir à la possession d'une terre, transformant les anciens territoires improductifs des latifundia en propriétés foncières organisées, avec des zones de protection permanente respectée, et procurant des services pour répondre aux besoins de la population. Cette répartition des terres tant attendue par beaucoup depuis près de 8 ans, a déclenché une série de changements dans les communautés, et une concentration des énergies qui non seulement a changé la dynamique, la logistique et l'espace, mais a aussi absorbé une bonne partie du temps dédié au projet par les familles et le mouvement. Ce phénomène a eu un très grand impact sur le projet de recherche-action. Le défi que ce changement a représenté, a été courageusement relevé par tous, et a montré qu'une écoute critique du scénario prévu pour le projet et des besoins du collectif est fondamentale pour conserver l'équilibre dynamique d'un processus.

Par ailleurs, des changements significatifs dans la vie politique, économique et sociale du pays, avec la destitution de la présidente élue, ont provoqué un recul historique qui a laissé place à des incertitudes et des insécurités pesant sur tous les protagonistes du projet. La prise du pouvoir par les néolibéraux a mis en péril de grandes avancées sociales et démocratiques, ce qui était devenu impensable depuis la fin de la dictature militaire qui avait duré de 1964 à 1985.

L'agro-négoce représenté au congrès par un important lobby rural, a gagné un immense espace dans la société brésilienne, et obtenu le renforcement de politiques qui favorisent l'utilisation sans discernement de pesticides, la destruction des forêts pour développer des monocultures transgéniques ciblées uniquement sur l'exportation. Le Ministère du Développement Agricole, qui avait créé des politiques publiques de renforcement de l'agriculture familiale, a été supprimé. Ceci s'est accompagné d'un affaiblissement de divers programmes lancés par ce défunt ministère, comme le Programme Acquisition de Nourriture, la paralysie de la Politique Nationale d'Agroécologie et de Production Biologique (PLANAPO) ou encore l'affaiblissement du Programme National de Sociobiodiversité, entre autres avancées désormais abolies. Dans cette période difficile, la nécessité d'organiser, et d'intensifier les processus de formation, d'autonomisation, d'autonomie et de procéder sans discontinuer à une réflexion critique du collectif, s'intégrant dans un travail en réseaux, est fondamentale pour un maintien minimal des avancées sociales comme pour la sauvegarde des rêves de transformation de la réalité.

### ***Considérations sur la responsabilité des chercheurs***

Comment garantir la participation du collectif sans un dispositif d'appropriation partagée de l'objet du projet en question ? Plus encore quand il s'agit d'agriculteurs qui, au Brésil, ont un faible niveau d'alphabétisation ? Comment connecter ce que l'on tient dans le commun (expérience locale), à la part d'innovation qui vient de l'extérieur ? Comment faire ce dialogue ? Est-ce vraiment légitime ? Comment l'enquête pharmacologique et toxicologique, fondamentale pour la sécurité de l'utilisation des plantes du point de vue de la législation et de la contribution scientifique, sécurité requise par d'autres acteurs du réseau pour une utilisation dans le système unifié de soin (le SUS) par exemple, ou pour la commercialisation, peut-elle générer des revenus et le développement souhaité par les communautés ? Et cette enquête pharmacologique ne peut-elle pas en même temps, devenir un processus de légitimation allochtone ? Il ne faut pas nier les distances entre les différents acteurs d'un Arrangement écoproductif local, il ne s'agit peut-être pas d'une lutte de classe, mais il s'agit de construire une véritable coopération, basée sur le respect et l'approche dialectique. Nous ne pouvons pas être naïfs et penser qu'un tel processus puisse avoir lieu sans médiation des différences, sans reconnaissance et quête de moyens capables de réduire les abîmes cognitifs, pour l'équité et la construction d'un développement économique, social et environnemental véritablement soutenable.

Il ne s'agit pas seulement de mettre en pratique des outils et des méthodologies participatives, mais aussi d'aller beaucoup plus loin et de s'engager dans une transformation de la réalité qui permette de construire vraiment un nouveau paradigme de développement respectueux de l'environnement et socialement équitable.

Il existe par ailleurs une difficulté à se confronter aux obstacles qui empêchent la commercialisation des produits de la réforme agraire, les produits de la socio et de l'agro-biodiversité, issus de la connaissance populaire. Dans un climat révolutionnaire, innovant et transformateur, les chercheurs doivent être impliqués dans le processus de contestation, de discussion et de construction de nouveaux cadres réglementaires, comme ce fut le cas avec la Politique Nationale d'Agroécologie et de Production Biologique (PLANAPO). Cette politique avait été construite dans une démarche allant de bas en haut, une démarche « bottom up », avec une participation populaire intense, menée par les réseaux de l'agroécologie brésilienne. Par la systématisation des expériences, et à travers des expériences comme celle qui est discutée ici, ainsi que de nombreuses autres expériences en cours au Brésil, la consolidation de l'agroécologie en tant que domaine stratégique qui unit les concepts et les pratiques, est essentielle à la transformation sociale. Ces réseaux se renforcent et possèdent des représentants stratégiques et légitimes qui travaillent dans ce sens, comme l' « Articulation Nationale de l'agroécologie (ANA), l'Association Brésilienne de l'Agroécologie (ABA), Le Forum de l'Économie Solidaire du Brésil, le Réseau Écologie, entre autres. Ces organisations travaillent en formant un réseau structuré, publient des publications plus ouvertes, ont une grande capacité à mobiliser et à soutenir les organisations de la société civile et dialoguent avec le monde universitaire. Ainsi, une plus grande interaction du réseau Redesfito avec ces collectifs me paraît essentielle.

Je perçois également une différenciation subliminale entre la valorisation des savoirs autochtones et les connaissances des agriculteurs, de la même manière que l'on différencie ce qui est traditionnel et ce qui est populaire, comme si un savoir populaire n'apportait pas d'avancées à la Science avec un grand S, et était en quelque sorte déjà « corrompu » par des populations « non-pures », ce qui représenterait une connaissance mineure. Selon Rampazzo (2005), bien que la connaissance « populaire » provienne de l'expérience circonstancielle, se caractérisant comme une connaissance a systématique et a méthodologique, cette connaissance peut être considérée comme base de la connaissance, principalement parce qu'elle est née avant même que la science existe. Dans un projet novateur appelé Profito, soutenu par Redesfito et développé par ville de Rio de Janeiro, une difficulté similaire a été perçue, mais d'une autre nature. La ville, reconnue pour sa forte capacité touristique, refuse de reconnaître l'agriculture, comme si elle n'avait pas sa place dans la modernité actuelle de Rio, étant une pratique « ancienne » et détruisant l'environnement naturel. Un phénomène similaire se produit en ce qui concerne l'agriculture paysanne et urbaine, non pas au sein de ces collectifs, mais venant de l'extérieur, à travers une façon voilée de diviser, stratifier et affaiblir tout ce qui est populaire.

Je pense que, considérant que la connaissance n'est ni statique ni immuable, et que la somme des savoirs est indispensable au dynamisme constant et au renforcement de la négociation des collectifs, nous pourrions maintenant avancer en acceptant d'affronter les difficultés imposées par le modèle hégémonique de développement. Un défi majeur est de concilier les demandes urgentes des populations vulnérables, l'agenda militant des mouvements sociaux d'importance indéniable pour leur survie, la nécessité du maintien ultérieur de notre institution de recherche, d'une part, avec d'autre part la nécessité d'un espace démocratique et d'une réflexion critique constante au milieu de la tourmente dans laquelle nous sommes pris en ce moment global actuel.

L'importance du « concret », du « tangible palpable », comme la structuration et la culture des jardins, comme espaces générant des bénéfices, aidera ce projet dans le processus d'appropriation des familles qui en discutant et en mettant en œuvre des formes de gestion, en recherchant des moyens de commercialisation, ouvrira une nouvelle phase de construction et d'application de méthodologies centrées sur l'autonomie et le développement endogène. Je crois de ce fait à l'importance de renforcer les agriculteurs familiaux, car ils constituent certainement la partie la plus fragile de l'arrangement éco-productif local dont je parle dans cette présentation, et c'est certainement l'un des objectifs de l'école populaire en tant que zone de réflexion autonome et de formation critique. Dans ce moment de régression et de perte des droits au Brésil, l'importance de renforcer le collectif, ses formes novatrices, démocratiques et résilientes, est capitale. Cependant, il faut du temps pour authentifier des expériences de groupes, et pour procurer ainsi réellement des éléments d'apprentissage collectif. Quoi qu'il en soit, nous sommes de toute façon dans le temps de l'union, où le commun doit maintenir fermement son caractère unique et se conserver suffisamment longtemps pour que la contribution qualitative puisse être entendue et reconnue (NICOLAS - LE STRAT, 2015).

De nombreux auteurs peuvent considérer comme irrelevante la question de la nomenclature<sup>1</sup> d'un arrangement éco-productif local. Cependant, dans l'expérience de Bahia présentée ici et dans d'autres expériences du Redesfito, mes observations me font penser que la dimension de participation populaire est cruciale, de sorte que, de facto, l'arrangement éco-productif local doit être considéré comme un espace de transformation sociale, qui favorise l'autonomie et le renforcement des collectifs. L'écologie ne tient pas compte de la complexité et des relations humaines dans leur dimension historique, politique et sociale ; mais l'agroécologie le fait, en proposant une méthode novatrice et démocratique, de sorte que, à mon sens, la nomenclature de l'Arrangement écoproductif local devrait peut-être utilement être révisée.

---

<sup>1</sup> Une **nomenclature** désigne une instance de classification (code, tableau, liste, règles d'attribution d'identité...) faisant autorité et servant de référence dans le cadre d'une discipline donnée (exemples : la chimie, la biologie, l'astronomie, etc.). La nomenclature est un élément-clé de toute taxonomie.

## Références bibliographiques

- ALMEIDA T.M., MOREAU A.M.S.S., MOREAU M.S., PIRES M.M., FONTES E.O. et GÓES L.M. (2008). Reorganização socioeconômica no extremo sul da Bahia decorrente da introdução da cultura do eucalipto, *Sociedade & Natureza*, Uberlândia, n° 20, vol. 2, p.5-18.
- ELOY C.C., VIEIRA D.M., LUCENA C.M. et ANDRADE M.O. (2014). Apropriação e proteção dos conhecimentos tradicionais no Brasil : a conservação da biodiversidade e os direitos das populações tradicionais, *Gaia Scientia*, p. 189-198.
- EPAAEB. (2017). Website. Disponível em : <https://www.facebook.com/epaaeb/>. Acessado : 14/10/2017.
- FALS BORDA O. et BRANDÃO C.R. (1987). *Investigación Participativa*. Montevideo, La Banda Oriental.
- FREIRE P (2005). *Pedagogia do Oprimido*. 47ª Ed. Rio de Janeiro, Ed. Paz e Terra.
- MORIN E. (2008). *Ciência Com Consciência*. 11ª Ed. Rio De Janeiro, Ed. Bertrand.
- MST. (2017). *Website*. Disponível Em: <Http://Www.Mst.Org.Br/>. Acessado: 14/10/2017.
- NICOLAS-LE STRAT P. (2015). "*Travail d'institution*" et *capacitation du commun*. Website. Disponível Em : <Http://Www.Le-Commun.Fr/Index.Php?Page=Travail-D-Institution-Et-Capacitation-Du-Commun>. Acessado: 14/10/2017.
- NUNES NETO F.A. (2016). Descolonizar A Educação : Os Mestres Dos Saberes Populares E Tradicionais No Contexto Da Formação Cultural, *Interfaces Científicas – Educação*, N° 4, Vol. 3, P.31-42.
- RAMPAZZO L. (2005). *Metodologia Científica : Para Alunos Dos Cursos De Graduação E Pós-Graduação*. 3ª Ed. São Paulo, Loyola.
- REDESFITO (2017). *Website*. Disponível em: <http://redesfito.far.fiocruz.br/>. Acessado: 14/10/2017.
- SANTILLI J. (2005). *Socioambientalismo e Novos Direitos: proteção jurídica à diversidade biológica e cultural*. Ed. Peirópolis, Instituto Socioambiental e Instituto Internacional de Educação do Brasil.